

A Paris, le 15 mars 2021

[Communiqué – Journée Mondiale de l'Eau 2021]

L'EAU POUR LA VIE, PAS LE PROFIT !

Le 22 mars 2021, à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, dont le thème officiel est « la valeur de l'eau », la **Coalition Eau** et plus de 250 organisations de la société civile internationale publieront une déclaration commune pour s'opposer à la dérive de la financiarisation de l'eau, marquée par l'entrée de l'eau en bourse, en décembre 2020.

L'entrée de l'eau en bourse : un danger pour le droit à l'eau

Le lancement du premier marché à terme de l'eau, le 7 décembre 2020, par la société mondiale d'échange de produits dérivés financiers, CME Group, marque un glissement dangereux vers la financiarisation de la nature et plus particulièrement de l'eau.

Avec cette entrée de l'eau à Wall Street, la financiarisation de cet élément vital gagne du terrain, alors que les « marchés de l'eau » déjà mis en place dans plusieurs pays (notamment le Chili et l'Australie) ont eu des conséquences néfastes au niveau local. Les marchés financiers de l'eau ouvrent la voie à des **spéculations massives et à des prix de l'eau élevés**, favorisant les acteurs économiques les plus puissants, au détriment du droit humain à l'eau potable, de l'accès à l'eau des paysans et des besoins des écosystèmes.

Alors que l'ONU a reconnu le droit humain à l'eau potable il y a plus de dix ans, **un sursaut est nécessaire** : en 2021, les chiffres de l'accès à l'eau sont alarmants avec 2,2 milliards de personnes dans le monde qui vivent encore sans accès physique à une eau potable sûre.

Une déclaration de la société civile pour s'opposer à la financiarisation de l'eau

Par ce texte collectif, les organisations internationales signataires veulent rappeler, d'une seule et même voix, que l'eau est un droit humain mais aussi un bien commun : « *L'eau ne peut être considérée comme une marchandise ni comme un placement financier ou un objet de spéculation. [...] Laisser les lois du marché décider de la répartition et de la gestion de l'eau est inacceptable au regard des droits humains et irresponsable face à la situation écologique et sanitaire mondiale.* »

Cette déclaration appellera à la prise de **responsabilité des pouvoirs publics** pour qu'ils **s'opposent à la financiarisation de la vie** et prennent toutes les mesures nécessaires pour rendre illégale la cotation de l'eau en bourse. Les signataires enjoignent également « *chaque personne à revendiquer son droit à l'eau, à refuser l'emprise des acteurs financiers sur cet élément vital, à se réapproprier ce bien commun du vivant, et à contribuer à sa protection pour les générations présentes et futures* ».

La **responsabilité collective des communautés humaines** vis-à-vis de l'eau en tant que bien commun du vivant est urgente et fondamentale !

CONTACT PRESSE

Edith Guiochon, chargée de mission à la Coalition Eau : edith.guiochon@coalition-eau.org

CHIFFRES CLES :

- **4 milliards de personnes (2/3 de la population mondiale) connaissent des pénuries sévères d'eau** au moins 1 mois par an. (Four billion people facing severe water scarcity - Science Advances, Février 2016)
- D'ici 2050, **40% de la population mondiale** sera confrontée aux pénuries d'eau (OCDE 2012).
- **2,2 milliards de personnes**, soit 29% de la population mondiale, **n'ont pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable** géré en toute sécurité. (Rapport du Joint Monitoring Program 2019, OMS/UNICEF)
- Chaque année, la diarrhée causée par un accès inadéquat à l'EAH tue **plus de 1 000 enfants de moins de cinq ans par jour**. (Factsheet drinking water, OMS)
- **Les crises liées à l'eau** ont été identifiées comme étant le **risque n°5** en termes d'impacts sociaux à moyen terme, sur les 10 prochaines années. (World Economic Forum Global Risks Report, 2020)
- Près de la moitié de la population mondiale se trouve sans accès à un endroit où **se laver les mains avec du savon et de l'eau**. (Rapport du Joint Monitoring Program 2019, OMS/UNICEF)